

ANSD

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2014



AOÛT 2017

Directeur Général, Directeur de publication	Aboubacar Sédikh BEYE
Directeur Général Adjoint	Babacar NDIR
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale (DSECN)	Mbaye FAYE
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales (DSDS)	Papa Ibrahima Silmang SENE
Directeur du Management de l'Information Statistique (DMIS)	Mamadou NIANG
Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines (DAGRH)	Djibril Oumar LY
Chef de la Cellule de Programmation, d'Harmonisation, de Coordination Statistique et de Coopération Internationale	Mam Siga NDIAYE
Agent Comptable Particulier (ACP)	Yatma FALL

COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION

Seckène SENE, Oumar DIOP, Amadou FALL DIOUF, Mamadou BAH, Jean Rodrigue MALOU, Mamadou DIENG, El Hadji Malick GUEYE, Alain François DIATTA, Mady DANSOKHO, Abdoulaye M. TALL, Ndeye Aida FAYE, Mamadou AMOUZOU, Ndeye Binta DIEME, Awa CISSOKHO, Momath CISSE, Bintou DIACK, Nalar K. Serge MANEL, Atoumane FALL, Adjibou Oppa BARRY, Ramlatou DIALLO.

COMITE DE REDACTION

0. PRESENTATION DU PAYS	Djiby DIOP
1. DEMOGRAPHIE	Mahmouth DIOUF
2. MIGRATION	Awa CISSOKO & Ndèye Lala TRAVARE
3. EDUCATION	Adjibou Oppa BARRY
4. EMPLOI	Nalar K. Serge MANEL & Jean Rodrigue MALOU
5. SANTE	Atoumane FALL
6. JUSTICE	Jean Pierre Diamane BAHOM & Maguette SARR
7. ASSISTANCE SOCIALE	Ndèye Aïda FAYE
8. EAU ET ASSAINISSEMENT	Mamadou AMOUZOU
9. AGRICULTURE	Mamadou Diang BAH
10. ENVIRONNEMENT	Mamadou Diang BAH
11. ELEVAGE	Amadou Racine DIA
12. PECHE MARITIME	Mouhamadou B. DIOUF & Wouddou DEME
13. TRANSPORT	Fahd NDIAYE & Jean Paul DIAGNE
14. BTP	Fahd NDIAYE
15. PRODUCTION INDUSTRIELLE	Mamadou WONE
16. INSTITUTIONS FINANCIERES	Malick DIOP
17. COMMERCE EXTERIEUR	El Hadj Oumar SENHOR
18. COMPTES ECONOMIQUES	Mamadou DAFPE, Hamady DIALLO & Madiaw DIBO
19. PRIX A LA CONSOMMATION	El Hadji Malick CISSE et Baba NDIAYE
20. FINANCES PUBLIQUES	Madiaw DIBO

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rocade Fann Bel-air Cerf-volant - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

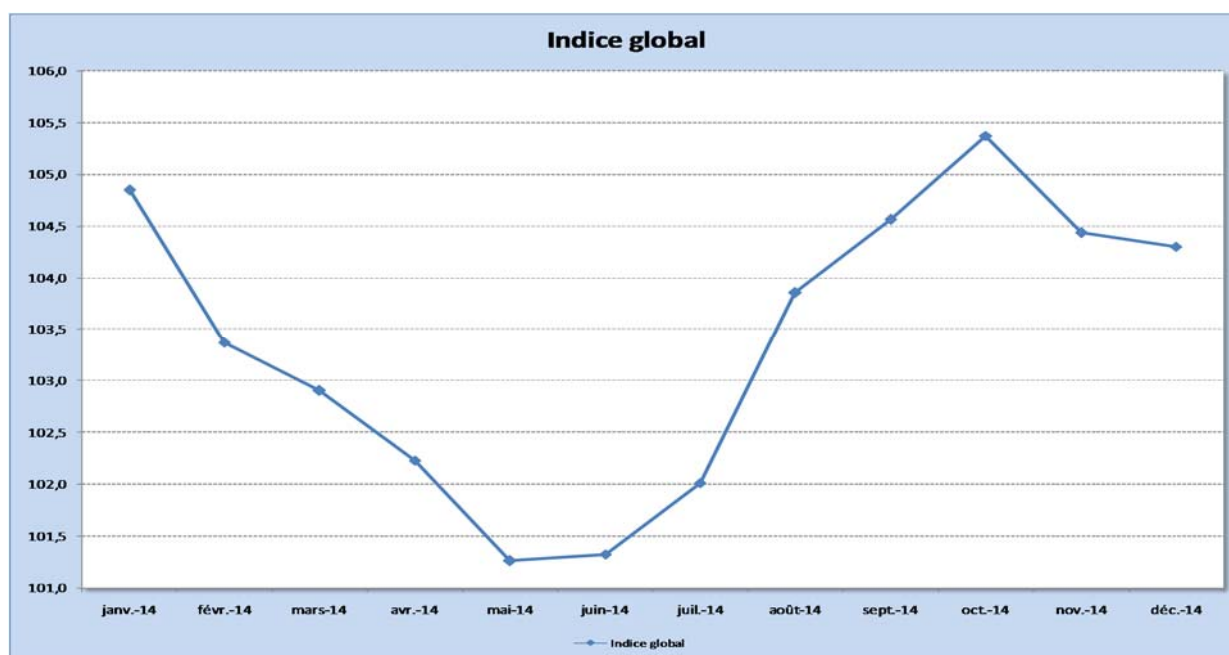
Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

Introduction

En 2014, dans un contexte d'une moindre croissance mondiale, les prix à la consommation sont estimés assez faibles à travers le monde, notamment dans les économies avancées, et plus spécifiquement en zone euro où les risques d'une déflation se confirment de plus en plus.

Au Sénégal, l'inflation a reculé en 2014 et s'est établie à -1,1%. Elle a été maîtrisée ces dernières années en passant de 0,7% en 2013 à -1,1% en 2014. Cette situation est le résultat de la détente des cours mondiaux des matières premières et de la politique d'homologation des prix des denrées de grande consommation de la part de l'Etat. Le Gouvernement a pris des mesures pour homologuer les prix de certaines denrées de première nécessité, telles que le riz brisé ordinaire, le sucre et l'huile, le 22 mai 2013, et le lait végétal en poudre, le 31 août 2013. De même, des mesures portant sur la baisse des loyers et des prix du pain intervenues en janvier 2014 ont été appliquées. Le plein effet de ces mesures prises en 2013 et début 2014 ont eu un impact important sur les prix à la consommation en 2014.

Graphique XIX-1 : Evolution de l'indice des prix à la consommation en 2014


XIX.1. EVOLUTION DES DOUZE FONCTIONS DE CONSOMMATION

XIX.1.1. LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ ET AUTRES COMBUSTIBLES

Les prix des biens et services de « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » ont reculé de 4,8% en rythme annuel. Cette évolution est liée principalement à la chute des prix des loyers effectifs (-14,3%), à la suite de la mesure prise par l'Etat de faire baisser les prix du logement en janvier 2014. Il est également noté un repli des prix des produits liés à « l'entretien et réparation des logements » (-2,2%) et de « l'électricité, gaz et autres combustibles » (-0,1%) au cours de la période sous revue. Le repli des prix du gaz (-0,3%), intervenu au mois de décembre 2014, explique celui des prix de « l'électricité, gaz et autres combustibles ».

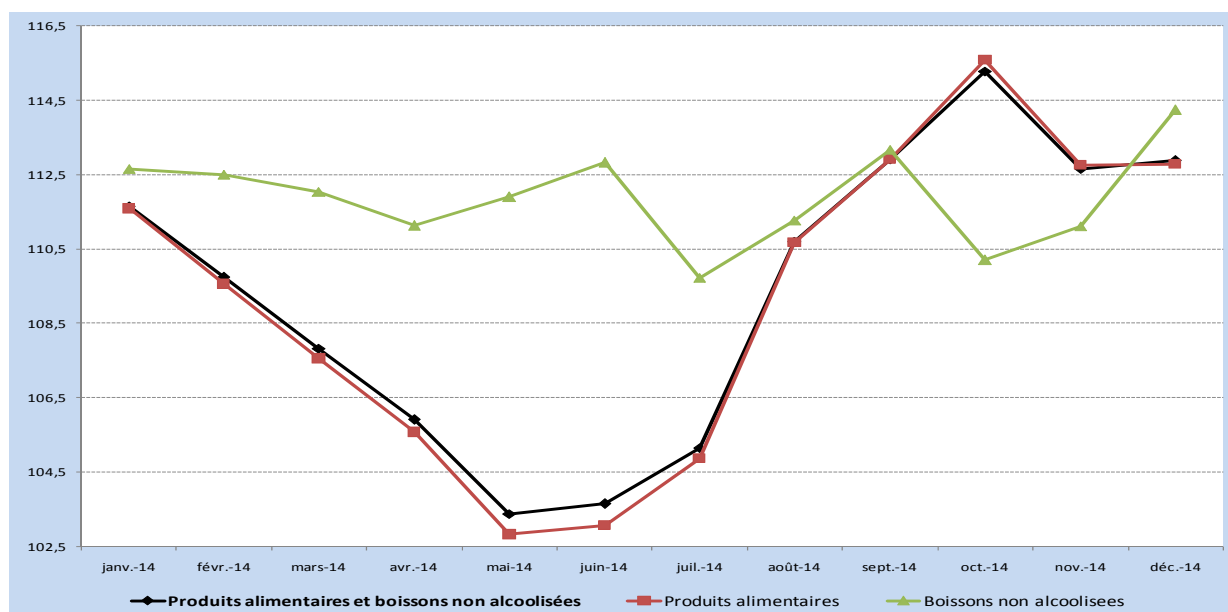
XIX.1.2. PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISEES

Les prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » ont régressé de 1,9% en rythme annuel, contribuant pour plus de 59,7% à la baisse des prix à la consommation. Cette évolution est induite principalement par la contraction des prix des produits frais et des denrées de première nécessité, telles que les pains (-6,0%), le sucre (-2,3%) et les huiles (-0,7%). Le repli des prix des produits frais est dû à la diminution de ceux des poissons frais (-7,3%), des légumes secs et oléagineux (-6,3%), des céréales non transformées (-5,5%) et des agrumes (-3,4%).

Le ravitaillement correct des marchés en poissons frais, au cours de la période sous revue, a influé positivement sur les prix de la pêche. S’agissant des légumes secs et oléagineux, la mise en vente des récoltes a contribué à l’amélioration du niveau d’approvisionnement des marchés, entraînant le repli des prix. La baisse des prix du pain est consécutive à la mesure d’homologation des prix de la farine et du pain prise par l’Etat au mois de mai 2014. L’évolution des prix des céréales non transformées, notamment le riz, ainsi que celle des huiles et du sucre, sont imputables au repli des cours mondiaux qui ont poursuivi leur tendance baissière depuis l’application de l’arrêté du 22 mai 2013.

Le renchérissement de la viande de mouton ou chèvre (+6,5%) et de bœuf (+6,2%), du beurre ou margarine (+4,6%), des légumes frais en feuilles (+4,0%) et des sels, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a⁴⁶. (+1,9%) a amoindri la tendance baissière des prix des produits alimentaires au cours de la période sous revue. Le relèvement des prix de la viande est dû à la faiblesse de l’offre en bétails, notamment en période de soudure. En effet, l’hivernage précédent, marqué par un déficit pluviométrique, n’a pas permis une reconstitution du pâturage dans les zones d’élevage, et le faible rythme d’arrivée des flux en provenance des pays voisins (Mali, Mauritanie), principaux pays fournisseurs des foirails⁴⁷ ont impacté sur l’offre en bétails.

Graphique XIX-2 : Evolution de certains composants des produits alimentaires



⁴⁶ N.d.a : non défini ailleurs

⁴⁷ Source : Commissariat à la Sécurité Alimentaire

XIX.1.3. ARTICLES D'HABILLEMENT ET DE CHAUSSURES

Le repli des prix des « articles d'habillement et chaussures » de 0,4% en 2014 est consécutif à celui des prix des chaussures (-0,5%) et des articles d'habillement (-0,4%). L'évolution des prix des articles d'habillement résulte surtout de la contraction de ceux des vêtements, notamment de dessus hommes (-1,5%), de dessus femmes (-1,2%) et des vêtements enfants et nourrissons (-1,2%), ainsi que des services de confection. Le fléchissement des prix des chaussures, seconde composante de la fonction, est lié à celui des prix des chaussures pour femmes (-0,6%) et pour enfants (-1,3%).

XIX.1.4. BIENS ET SERVICES DIVERS

Les prix à la consommation des « biens et services divers » ont diminué de 0,2% en 2014. Outre le repli des autres services n.c.a. 48(-0,9%), le recul des prix des biens et services divers résulte de celui des prix des services financiers (-1,5%), en particulier des frais de transferts d'argent, avec le plein effet de leur évolution en 2013. Les prix des soins corporels (-0,2%) et des effets personnels n.c.a (-0,3%) ont également concouru à la tendance baissière de ceux des biens et services divers. L'effondrement des cours de l'argent (-20%) et de l'or sur l'année a impacté sur les effets personnels. En effet, le renforcement des cours du dollar a fait disparaître la valeur refuge des métaux précieux.

XIX.1.5. BOISSONS ALCOOLISEES, DU TABAC ET DES STUPEFIANTS

Les prix des « boissons alcoolisées, du tabac et des stupéfiants » sont demeurés stables en 2014. La majoration des prix du vin et des boissons fermentées (+0,5%) est compensée par la réduction de ceux de l'alcool de bouche (-0,9%) et de la bière (-0,3%). Quant aux tabacs et stupéfiants, leurs prix sont restés inchangés en rythme annuel.

XIX.1.6. TRANSPORT

La progression de 0,2% des prix des services de « transport » est justifiée principalement par celle des prix des dépenses d'utilisation des véhicules (+0,5%), en particulier les services d'entretien et de réparations de véhicules particuliers.

⁴⁸ n.c.a : non classé ailleurs

En revanche, les prix des carburants et lubrifiants se sont repliés de 0,4%. Cette situation résulte de la révision à la baisse des prix des produits pétroliers en décembre 2014, à la suite de la répercussion de la chute des cours mondiaux du pétrole. En outre, les prix des services d'achat de véhicules (+0,1%) et des services de transport (+0,1%), tirés par ceux du transport aérien de passagers ont contribué à la tendance haussière des prix de l'activité de transport.

XIX.1.7. MEUBLES, ARTICLES DE MENAGE ET ENTRETIEN COURANT DU FOYER

Les « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » se sont renchérissés de 0,5%, sous l'effet d'un accroissement des prix des articles de ménage en textiles (+1,0%), des biens et services liés à l'entretien courant du foyer (+0,9%) et des appareils ménagers (+0,6%).

Toutefois, la diminution des prix de la verrerie, vaisselle et des ustensiles de ménage (-1,1%) et des meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtement (-0,3%), a amoindri cette tendance haussière.

XIX.1.8. RESTAURANTS ET HOTELS

Les prix des biens et services de « restaurants et hôtels » ont augmenté de 0,5% en moyenne annuelle. Cette croissance est liée à celle des prix de ses deux composantes : les services d'hébergement (+1,8%) et les services de restauration (+0,5%). Le relèvement des prix des services de restauration est expliqué par celui des prix des services de restaurants, cafés et établissements similaires (+0,6%), en dépit du repli de ceux des services des cantines (-3,1%). Toutefois, ils ont ralenti après une hausse de 6,6% en 2013, du fait de la diminution des coûts de certains intrants.

XIX.1.9. ENSEIGNEMENT

Les prix des services de « l'enseignement » ont progressé de 0,8% en 2014, du fait de la revalorisation des frais d'inscription et de scolarité. Les prix des services de l'enseignement secondaire (+1,0%) et de l'enseignement post secondaire non supérieur et de l'enseignement non défini par niveau (+1,2%) ont eu les hausses les plus marquées. Les services de l'enseignement supérieur (+1,0%), ainsi que du pré élémentaire et du primaire (+2,6%), se sont renchérissés également au cours de la période sous revue.

XIX.1.10. LOISIRS ET DE LA CULTURE

La progression des prix des services de « loisirs et culture » (+0,9%) résulte principalement de celle des prix du forfait et circuits touristiques composites (+5,6%). Cet accroissement a été principalement entretenu par le réajustement annuel des frais de voyage à la Mecque. Les prix des services récréatifs et culturels (+0,7%), ainsi que des journaux, livres et articles de papeterie (+0,5%) se sont bonifiés. Toutefois, les prix du matériel audiovisuel, photographique et de traitement de l'image et du son (-2,0%) se sont inscrits en baisse, du fait d'un dynamisme et d'une forte concurrence dans ce secteur.

XIX.1.11. SERVICES DE SANTE

Les prix des services de la « santé » (+1,0%) ont été tirés à la hausse en 2014 par le renchérissement de la plupart de ses trois composantes : les services ambulatoires (+1,6%), les services hospitaliers (+1,0%), ainsi que les produits, appareils et matériels médicaux (+0,8%).

L'évolution des prix des services ambulatoires est induite par la progression de ceux des services des auxiliaires médicaux (+3,6%), et des services médicaux et dentaires (+1,7%). Les prix des services hospitaliers (+1,0%). Par ailleurs, celle des prix des produits, appareils et matériels médicaux est imputable à la majoration des prix des médicaments traditionnels (+8,7%) et, dans une moindre mesure, des produits médicaux divers (+0,8%).

XIX.1.12. COMMUNICATION

Les prix à la consommation des services de « communication » se sont accrus de 3,7% en rythme annuel, en raison principalement de la progression de ceux des services de téléphonie et de télécopie (+4,3%), ainsi que des services postaux (+2,3%). L'augmentation des coûts de la communication téléphonique de 4,5%, a particulièrement tiré à la hausse ceux des services de téléphonie et de télécopie.

Toutefois, les prix du matériel de téléphonie et de télécopie (-2,8%) se sont repliés au cours de la période sous revue.

XIX.2. ANALYSE DES INDICES DES NOMENCLATURES SECONDAIRES

L'analyse des indices des nomenclatures secondaires permet de ressortir l'évolution des prix selon l'origine des produits (locaux, importés), les secteurs de production (primaire, secondaire, tertiaire), la durabilité (durable, semi-durable, non durable, service) et l'inflation sous-jacente (produits frais, énergie, hors produits frais et énergie).

XIX.2.1. ORIGINE DES PRODUITS

La baisse du niveau général des prix est expliquée, à la fois, par la régression des prix des produits locaux (-1,0%) et des produits importés (-1,2%). Le repli des prix des produits locaux provient globalement de la diminution de ceux des loyers effectifs, des produits alimentaires tels que les poissons frais, les légumes secs et oléagineux, les pains, les céréales locales, les agrumes et le sucre. En outre, l'évolution des prix des produits importés est expliquée principalement par le mouvement baissier de ceux des variétés de riz importé, et d'autres biens importés tels que certains postes de l'habillement, le matériel audiovisuel, photographique et de traitement de l'information, ainsi que les produits pétroliers.

XIX.2.2. SECTEUR DE PRODUCTION

Comparés à 2013, les prix des produits des secteurs du primaire (-1,2%), du secondaire (-0,9%) et du tertiaire (-1,1%) ont tous affichés une diminution de leurs prix en 2014. Les prix du secteur primaire ont reculé sous l'effet d'une décroissance de ceux des produits alimentaires, notamment des produits frais et les denrées de grande consommation qui ont fait l'objet d'homologation. En outre, elle est aussi imputable à la baisse des prix des services de restauration, ainsi que certains biens divers.

Le recul des prix du secteur secondaire, au cours de la période sous revue, résulte particulièrement de celui des prix des produits manufacturés importés.

Le repli des prix des produits du secteur tertiaire en 2014 a été plus marqué par la chute de ceux des services des loyers effectifs des locataires et sous-locataires.

XIX.2.3. DURABILITE

Les prix des produits non durables (-1,3%) et des services (-1,1%) ont plus porté à la baisse le niveau de l'indice d'ensemble en 2014. L'évolution des prix des produits non

durables au cours de la période sous revue provient essentiellement du recul de ceux des produits alimentaires et, dans une moindre mesure, des biens pour entretien et réparation des logements, du gaz et des biens de restauration. En outre, les prix des produits semi durables (-0,4%) et des produits durables (-0,8%) se sont contractés en 2014.

XIX.2.4. L'INFLATION SOUS-JACENTE⁴⁹

Les prix des produits frais ont affiché une baisse de 4,0% par rapport à leur niveau de 2013. L'indice global s'est trouvé fortement perturbé par la fluctuation des prix des produits frais en 2014 avec une contribution de plus de 62,0% à la baisse.

Par ailleurs, l'indice des produits énergétiques (-0,2%) a affiché une variation négative en rythme annuel, après quatre années de croissance. Les prix des produits énergétiques ont faiblement contribué (+1,2%) à la baisse du niveau général des prix à la consommation.

L'inflation sous-jacente (hors produits frais et énergie) s'est replié de 0,5% en moyenne annuelle. Elle a contribué à hauteur de 35,1% à l'évolution des prix à la consommation en 2014.

⁴⁹ Classification permettant de suivre le niveau de l'inflation qui serait obtenu en dehors des phénomènes perturbateurs que sont les produits saisonniers et les produits énergétiques